

Conseil départemental de la Manche
Groupe de la Gauche Sociale et Écologiste (GSE 50)

Séance plénière du 4 avril 2025

MOTION "LES DEPARTEMENTS,
REMPARTS DE LA DEMOCRATIE CULTURELLE EN DANGER"

Pierre-François LEJEUNE

Conseiller départemental, canton de Cherbourg-en-Cotentin 1
au nom du groupe

Monsieur le Président, cher.e.s Collègues,

Le vote à l'unanimité de cette motion, reprenant "l'appel de Bègles", aurait dû être une formalité. Une évidence. Car qui, ici, pourrait contester l'urgence de préserver les politiques culturelles départementales face à la crise budgétaire actuelle ? Qui pourrait nier que la culture est en danger, que les artistes, techniciens, enseignants, créateurs, voient leurs conditions de travail se dégrader, leurs financements s'effondrer, leurs perspectives disparaître ?

Ce combat ne concerne pas seulement celles et ceux qui montent sur scène ou qui assurent son existence. Il nous concerne tous. Il touche à notre identité collective, à notre capacité à rêver, à réfléchir, à nous émouvoir ensemble. La culture n'est pas un luxe, réservé à quelques élites enfermées dans des théâtres dorés. Elle est ce qui nous relie, ce qui nous élève, ce qui nous permet de nous confronter à la complexité du monde.

Mais aujourd'hui, cet écosystème fragile vacille. Parce que les financements publics s'effondrent. Parce que les collectivités locales, à qui l'on impose des restrictions budgétaires toujours plus drastiques, se voient contraintes de couper dans ce que certains considèrent comme "non prioritaire". Parce que les aides à la création disparaissent et que, partout en France, des compagnies ferment, des théâtres baissent le rideau. Parce que la réforme de l'assurance chômage menace encore davantage les intermittents du spectacle, ces femmes et ces hommes qui alternent entre travail et précarité, qui préparent des spectacles pendant des mois, parfois sans rémunération, et dont le système de protection sociale est aujourd'hui remis en cause.

Face à cette situation dramatique, que fait le Gouvernement ? Rien, ou si peu. Il se tait. Il laisse faire. Il organise, par son inaction, la lente agonie d'un secteur essentiel.

Par la loi de finances 2025, le gouvernement a porté un coup dur au Pass Culture, en amputant sa part collective de 22 millions d'euros. Cette décision entraîne le report, voire l'annulation, de nombreux projets artistiques en milieu scolaire. Pourtant, cette part collective est un pilier essentiel du dispositif. Elle permet aux enseignants de proposer aux élèves des rencontres concrètes avec la création artistique, favorisant l'imagination, l'ouverture d'esprit et l'égalité des chances. En supprimant ce levier d'émancipation, on fragilise le lien précieux entre artistes et élèves, et on met à mal un vecteur fort de cohésion sociale et d'avenir culturel partagé.

Dans un contexte budgétaire tendu, il est plus que jamais urgent de défendre ces dispositifs qui irriguent notre territoire et nourrissent l'espoir. L'éducation artistique et culturelle n'est pas un luxe, c'est un investissement pour demain.

Et c'est là que nous marquons notre profond désaccord avec cette motion. Car elle n'a pas su s'en tenir à l'appel de Bègles. Elle y a ajouté un passage qui se réjouit du protocole signé entre la ministre de la Culture, Rachida Dati, et le président de Départements de France, François Sauvadet. Comment pourrions-nous nous en réjouir ? Comment pourrions-nous prétendre qu'un tel accord répond à la crise que traverse le monde culturel ? C'est un emplâtre sur une jambe de bois, une tentative de diversion face à une politique nationale qui démolit méthodiquement les financements culturels.

Nous le disons avec force : nous refusons d'accepter cette façade. Ce protocole ne règle rien. Il ne compense pas les coupes budgétaires massives. Il ne protège pas les artistes, les créateurs, les techniciens. Il ne répond pas à l'urgence de la situation. Au contraire, il masque l'inaction coupable du gouvernement, qui condamne la culture à l'asphyxie tout en feignant de s'en inquiéter.

Alors, bien sûr, certains diront qu'il y a d'autres priorités. Que la culture peut attendre. Mais un pays qui délaisse sa culture s'appauvrit. Il devient un désert intellectuel et sensible. Il se prive de ce qui fait de lui une nation pensante, réfléchie, audacieuse.

Ce n'est pas un hasard si, chaque fois qu'un régime devient autoritaire, la première chose qu'il attaque, c'est la culture. Parce qu'elle est dangereuse. Parce qu'elle nous rend libres.

Aujourd'hui, nous demandons simplement que l'on permette de continuer à créer, à diffuser, à transmettre. Que l'on ne les contraigne pas à abandonner, parce que les structures tombent les unes après les autres. Que l'on ne les force pas à choisir entre précarité et disparition.

Si vous souhaitez, Monsieur le Président, que cette motion soit votée à l'unanimité, qu'elle prenne de la hauteur et du souffle, alors il faut en retirer les ajouts qui l'éloignent de l'esprit initial de l'appel de Bègles. Revenons à sa lettre, à son urgence, à sa force.

Parce qu'un monde sans culture, c'est un monde où l'on ne pense plus, où l'on ne crée plus, où l'on ne rêve plus. C'est un monde qui s'éteint.

Je vous remercie.

★ ★

★